



DÉCISION

N° : 2024-162

Exécutoire le : 24 JUIL. 2024

Publiée / Notifiée le : 19 JUIL. 2024

Visée le : 24 JUIL. 2024

MARCHES PUBLICS
Marché n°24005
Etude Opportunité Plaine de la COUA
Attribution

Le Président de Grand Lac,

- Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-10,
- Vu les délibérations en date du 28 juillet 2020, du 23 mars 2021 et du 21 juin 2021 portant délégations du Conseil communautaire au Président de Grand Lac,
- Vu l'arrêté n°2020-33 portant délégation de fonction et de signature à M. Yves Mercier, 13^{ème} vice-président de Grand Lac en charge de la commande publique,
- Vu le code de la commande publique,

Considérant la consultation lancée sous la forme d'une procédure adaptée,

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : ATTRIBUTION

D'attribuer le marché n°24005 relatif à une étude d'opportunité sur la plaine de la Coua pour une durée de 1 an, non renouvelable.

Le montant forfaitaire du marché est de 41 525.00 € HT.

Le titulaire retenu pour ce marché est le groupement d'entreprise ATELIER LGA / SCARL SYNAPSE / NATURA SCOP dont le mandataire Atelier LGA est domiciliée 2507 route de la Gorge 38410 Vaulnaveys-le-Haut

ARTICLE 2 : NOTIFICATIONS

Une copie de la présente sera adressée à :

- M. le Préfet de la Savoie,
- M. le Receveur,
- ATELIER LGA

Cette décision, une fois exécutoire, pourra être contestée :

1. Par la voie du recours gracieux, dans les deux mois suivant son caractère exécutoire, par lettre adressée à Grand Lac, le silence gardé pendant deux mois valant rejet.
2. Par la voie du recours contentieux dans les deux mois suivant son caractère exécutoire, par introduction d'un recours auprès du Tribunal administratif de Grenoble, Place de Verdun.

Aix-les-Bains,

Le 13^{ème} Vice-Président délégué à la
Commande publique
Yves MERCIER

Signé électroniquement pour le Président, par délégation,
par Yves MERCIER Vice Président Commande publique, travaux, patrimoine intercommunal et gens du voyage
le 15/07/2024 10:25:18





MARCHE N°24005

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Acte d'engagement

Objet du marché

Etude opportunité Plaine de la Coua

Acheteur

Grand Lac - Communauté d'Agglomération

Adresse : 1500 boulevard Lepic - CS 20606 - 73106 AIX-LES-BAINS

Téléphone : +33479350051 – Télécopie : 0479357070

Groupement de commandes

Marché passé en groupement de commandes en application des articles L. 2113-6 et L. 2113-7 du Code de la commande publique.

Coordonnateur du groupement de commandes : Grand Lac - Communauté d'Agglomération

Référence à la convention constitutive du groupement de commandes :

convention de groupement de commande entre Grand Lac et Grand Chambéry pour une étude d'opportunité à l'aménagement de la plaine de la Coua

Procédure de passation

Procédure adaptée – Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique.

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances

Monsieur le Président de Grand Lac

Comptable public assignataire des paiements

Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable d'Aix les Bains

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l'organisme désigné ci-dessus.

Sommaire

1. Contractant	4
2. Objet du marché	5
3. Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction	5
3.1 Délais d'exécution	5
3.2 Reconduction	5
4. Délai d'établissement des prestations.....	5
5. Conduite des prestations.....	5
6. Prix.....	6
7. Prestations similaires.....	7
8. Avance	7
9. Groupement de commandes	7
10. Signature du candidat.....	7
11. Acceptation de l'offre	7

1. Contractant

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières et des documents qui sont mentionnés au présent acte d'engagement,

- JE M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations définies ci-après, aux conditions qui constituent mon offre.
- J'AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours.
- Je CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 3 mois à compter de la date limite de réception des offres finales.

Le signataire :

s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;
 engage la société sur la base de son offre à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

Le mandataire ⁽¹⁾ :

du groupement solidaire
 solidaire du groupement conjoint
 s'engage pour l'ensemble des prestataires groupés désignés dans l'annexe ci-jointe ⁽²⁾ à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

(1) Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement.

(2) Cette annexe est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire quel que soit le type de groupements.

(3) Dans le cas d'un groupement, indiquer les coordonnées du mandataire.

Nom commercial et dénomination sociale du candidat : ⁽³⁾

ATELIER LGA

Adresse de l'établissement :

1507, route de la Forge
 38410 VAILLANVAY-S-LE-HAUT

Adresse du siège social (si différente de l'établissement) :

Adresse électronique : Laurent.gagniere@atelier-lga.fr

Téléphone : 06.75.81.26.23

Télécopie :

N° SIRET : 321 807 160 000 12

APE : 7112
 N° de TVA intracommunautaire : FR 89921807160

Références bancaires :

IBAN : FR 76 1679 8000 0100 0114 4131 169
 BIC : TR20FR21XXX

JOINDRE UN RIB

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet : Etudier les opportunités d'aménagements sur le site de la Plaine de Coua (Viviers-du-Lac / Voglans)

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes :

- Réalisation d'une étude d'opportunité d'aménagements pour la Plaine de la Coua

3. Durée du marché – Délais d'exécution – Reconduction

3.1 Délais d'exécution

Le délai d'exécution plafond est fixé à 12 mois maximum.

Il commencera à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer les prestations.

3.2 Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

4. Délai d'établissement des prestations

Le délai d'établissement des prestations est fixé à :

- Pour la phase n° 1 – 6 mois maximum :
 1. Mission DIAG – Diagnostic / contraintes Identification pistes travail Faisabilité technique / réglementaire / financière Elaboration de 2 scénarios :
- Pour la phase n° 2 – 6 mois maximum :
 1. Mission Etudes – Affiche scénario retenu Identification études préalables / évolution PLUI Viabilité financière globale Recherche acteurs susceptibles de mise en œuvre du scénario :
- Pour la phase n° 3 :
 1. Mission BC – Sur bon de commande : journée d'étude supplémentaire :
 - délais précisé dans chaque bon de commande BC

Les modalités d'acceptation par le pouvoir adjudicateur des documents produits par le titulaire sont définies à l'article *Réception des documents* CCAP.

5. Conduite des prestations

Les personnes physiques chargées de l'exécution des prestations sont désignées ci-après :

Nom et prénom du chef de projet : GAGNIÈRE LAURENT

Nom et prénom de la personne physique : GAGNIÈRE LAURENT

Fonction : Architecte Urbaniste, gérant

Nom et prénom de la personne physique : MAUR VIRGINIE

Fonction : Urbaniste, développement éducatif et touristique, programmation

Nom et prénom de la personne physique : JACQUES Guilhem
BENOIT Virgile

Fonction : Payeuriste Comptable
Écologue

6. Prix

L'offre est établie sur la base des conditions économiques prévues à l'article *Prix* du CCAP.

Les prestations du prestataire seront rémunérées par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau de prix joint en annexe.

L'évaluation de l'ensemble des prestations, telle qu'elle résulte du détail estimatif joint en annexe est :

Montant Hors taxe (en chiffres) (€) : 41.525,00 €

Montant TVA au taux de 20 % : 8.305,00 €

Montant TTC (en chiffres) (€) : 49.830,00 €

Montant TTC (en lettres) (€) : Quarante neuf mille huit cent trente euros

Le montant de l'offre comprend l'ensemble des dépenses nécessaires à l'exécution du marché : visites, réunions, déplacements.

- Pour la phase n°1 :

Référence de la mission	Intitulé de la mission	Montant HT (€)
DIAG	Diagnostic / contraintes Identification pistes travail Faisabilité technique / réglementaire / financière Elaboration de 2 scénarios	26 650 €
Montant total HT		26 650 €
Montant TVA		5 330 €
Montant total TTC		31 980 €

- Pour la phase n°2 :

Référence de la mission	Intitulé de la mission	Montant HT (€)
Etudes	Affiche scénario retenu Identification études préalables / évolution PLUI Viabilité financière globale Recherche acteurs susceptibles de mise en œuvre du scénarios	14 875 €
Montant total HT		14 875 €
Montant TVA		2 975 €
Montant total TTC		17 850 €

- Pour la phase n°3 :

Référence de la mission	Intitulé de la mission	Montant HT (€)
BC dans un max de 5 000€HT	Sur bon de commande : Journée d'étude supplémentaire	700 €
Montant total HT		700 €
Montant TVA		140 €
Montant total TTC		840 €

En cas de groupement, la répartition détaillée des prestations et des missions par phase à exécuter par chacun des membres du groupement et le montant du marché revenant à chacun sont décomposés dans la DGF.

7. Prestations similaires

Les prestations similaires à celles du présent marché pourront être attribuées au même titulaire par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

8. Avance

Le marché ne fait pas l'objet d'une avance.

9. Groupement de commandes

Grand lac est coordinateur du Groupement

10. Signature du candidat

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Fait en un seul original

A : Vaulnaveys-le-Haut

Le : 15.07.2024

Signature(s) du titulaire, ou, en cas de groupement d'entreprises, du mandataire habilité ou de chaque membre du groupement :

Jaurant GAGNIÈRE
Architecte, gérant

ATELIER LGA
EURL D'ARCHITECTURE & D'URBANISME
Capital 10 000 €
2507, rte de la Gorge 38 410 Vaulnaveys-le-Haut
RCS granoble : 921 807 100 - APE : 7111Z
ORDRE DES ARCHITECTES N°S23690

11. Acceptation de l'offre

Les sous-traitants proposés dans les actes de sous-traitance annexés au présent acte d'engagement sont acceptés comme ayant droit au paiement direct et les conditions de paiement indiquées sont agréées.

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A : Aix LES BAINS
Le : 17 JUIL. 2024

Le pouvoir adjudicateur,
Coordinateur du Groupement

Yves MERCIER
Vice-Président à la Commande Publique



Annexe à l'acte d'engagement

NANTISSEMENT OU CESSIION DE CREANCES

• Identification de l'acheteur

Désignation de l'acheteur :

SIRET : 20006867400015

Nom : Grand Lac - Communauté d'Agglomération

Adresse : 1500 boulevard Lepic - CS 20606 73106 AIX-LES-BAINS

Désignation de la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2391-28 du Code de la commande publique : Monsieur le Président de Grand Lac

Désignation du comptable public assignataire : Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable d'Aix les Bains

• Identification du créancier au titre du marché public

Désignation du créancier : ATELIER LGA

SIRET : 921 807 160 00012

Raison sociale : EURL

Adresse : 2507, route de la Gorge 38 410 VAULNAVEYS-LE-HAUT

Coordonnées bancaires du créancier :

IBAN : FR76 1679 8000 0100 0114 4191 169

Renseignements complémentaires sur le créancier :

Titulaire du marché	
Sous-traitant de premier rang	
Membre d'un groupement solidaire	
Membre d'un groupement conjoint	
Mandataire solidaire	
Mandataire conjoint	
Agissant pour son propre compte	
Habilité à céder ou nantir la créance du groupement	
Dans ce dernier cas, indiquer la référence de l'habilitation :	.....

• Identification de la créance cessible

Désignation du marché et de son montant :

Référence du marché obtenue au plus tard lors de la notification :

Date : 17.06.2024

Montant (HT, montant TVA et TTC) : 41 525 € HT, TVA : 8 305 €, 49 830 € TTC

Le cas échéant :

Désignation de la tranche :

Montant de la tranche (HT, montant TVA et TTC) :

Le cas échéant :

Désignation du lot :

Montant du lot (HT, montant TVA et TTC) :

Le cas échéant :

Désignation du bon de commande :

Montant du bon de commande (HT, montant TVA et TTC) :

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de variation de prix applicables à la créance :

.....

Le cas échéant, éléments relatifs aux clauses de pénalités susceptibles d'être appliquées à la créance :

.....

Le cas échéant, autres renseignements :

• Renseignements complémentaires affectant le marché et/ou la créance

L'acheteur renvoie les parties aux documents du marché	
--	--

Si la case précédente n'a pas été cochée, remplir les champs suivants :

Le cas échéant :	
Le marché prévoit le versement d'une avance au créancier au titre du marché :	
En cas d'avance, son pourcentage %
Le marché prévoit une retenue de garantie :	
En cas de retenue de garantie, son pourcentage %
Le marché prévoit un délai d'exécution des prestations :	
Si un délai d'exécution est prévu, le délai mentionné est de :	.....
Le marché prévoit des dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement sont :	
Si elles sont prévues, les dates prévisionnelles de début d'exécution et d'achèvement sont :	.....
Le marché prévoit un délai maximum de paiement :	
Si un délai maximum de paiement est prévu, il est de :	.....
S'il est prévu, référence du taux des intérêts moratoires mentionné	.....
Le marché prévoit un montant :	
Montant prévu pour l'ensemble du marché :	49 830 € TTC
Montant prévu pour la tranche concernée :	..... € TTC
Montant prévu pour le lot concerné :	..... € TTC
Pour les accords-cadres à bons de commande, indiquer :	
Montant minimum :	..... € TTC
Montant maximum :	..... € TTC

Montant estimé :	..... € TTC
Le titulaire souhaite ne pas confier l'exécution d'une partie des prestations à des sous-traitants ayant droit au paiement direct :	
Cette partie non sous-traitée est au maximum de :	..... € TTC

• **Informations supplémentaires en cas de groupement**

Désignation des membres du groupement :

SIRET pour chaque membre du groupement :

Désignation du mandataire :

• **Modification(s) ultérieure(s) de la créance**

(À renseigner autant de fois que nécessaire)

1ère modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
2ème modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
3ème modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
4ème modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature
Nième modification	La créance cessible est ramenée/portée à : €	Date/Signature

En cas de cession ou de nantissement, le cessionnaire ou le titulaire du nantissement transmet l'original du présent certificat au comptable public assignataire, conformément aux articles R. 2191-54, R. 2191-55 et R. 2391-28 du Code de la commande publique.

• **Signature de l'acheteur**

A	Le
	Signature de l'acheteur ou de son représentant

Annexe à l'acte d'engagement

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Pouvoir adjudicateur : Grand Lac - Communauté
d'Agglomération

- Désignation de l'acheteur :

.....
.....

- Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements ou
cessions de créances :

.....
.....

Objet du marché :

Objet de la consultation : Etude opportunité Plaine de la Coua

Objet du marché : Etudier les opportunités d'aménagements sur le site de la Plaine de Coua
(Viviers-du-Lac / Voglans)

Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

Un document annexé à l'offre du soumissionnaire.

Un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de
paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché).

Un acte spécial modificatif : il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du
.....

Identification du soumissionnaire ou du titulaire

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la
prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale),
adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

.....
.....
.....

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....
.....
.....

En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

.....
.....
.....

Identification du sous-traitant :

Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET :

.....
.....
.....

Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....
.....
.....

Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne) :

.....
.....
.....

Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat (Art. R. 2151-13 et R. 2351-12 du Code de la commande publique)?

OUI NON

Nature des prestations sous-traitées :

Nature des prestations sous-traitées :

Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

.....

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Prix des prestations sous-traitées :

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée infra, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT (€) :
- Montant TTC (€) :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du Code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA (€) :

Modalités de variation des prix :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir **droit au paiement direct** (article R. 2193-10 ou article R. 2393-33 du Code de la commande publique) :

- OUI NON

Condition de paiement :**Références bancaires :***(Joindre un IBAN.)*

IBAN :

BIC :

Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance : OUI NON**Capacités du sous-traitant :***Nota : ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)*

Récapitulatif des informations et renseignements ou des pièces demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

Toutes les pièces précisées aux articles R.2193-1 et R.2193-3 du code de la commande publique

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure :

Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la commande publique ().**

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

()Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du Code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.*

*(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.*

Documents de preuve disponibles en ligne :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

.....

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

.....

Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

1ère hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du Code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

Une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2ème hypothèse La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

Le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article R. 2193-22 ou à l'article R. 2393-40 du Code de la commande publique, qui est joint au présent document ;

OU

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A le A le

.....

Le sous-traitant :

.....

Le soumissionnaire ou le titulaire :

.....

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agrée ses conditions de paiement.

A, le

Le représentant de l'acheteur :

Notification de l'acte spécial au titulaire

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A, le

Annexe à l'acte d'engagement

DESIGNATION DES CO-TRAITANTS

Remplir un exemplaire par co-traitant

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

ATELIER LGA

Marque commerciale : ATELIER LGA Architecture Urbanisme

Adresse de l'établissement :

2507, route de la Gorge 38 410 Vaulnaveys-le-Haut

Adresse du siège social : *(si différente de l'établissement)*

.....
.....
.....

Adresse électronique : laurent.gagniere@atelier-lga.fr

Téléphone : 06 70 63 06 35

Télécopie :

N° SIRET : 851 308 684 APE : 71.11Z

N° de TVA intracommunautaire : FR89921807160

Accepte de recevoir l'avance :

Oui

Non

Références bancaires :

IBAN : FR76 1679 8000 0100 0114 4191 169

BIC : TRZOFR21XXX



Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

SCARL SYNAPSE

Marque commerciale : TERRISTORIES

Adresse de l'établissement :

85, chemin du Moulin – Les Cascades 2 73 100 GRESY-SUR-AIX

Adresse du siège social : (si différente de l'établissement)

.....
.....
.....
Adresse électronique : contact@synapse-cae.fr

Téléphone : 06 70 63 06 35

Télécopie :

N° SIRET : 851 308 684 APE : 7022Z

N° de TVA intracommunautaire : FR66851308684

Accepte de recevoir l'avance :

Oui

Non

Références bancaires :

IBAN : FR76 1382 5002 0008 0147 4937 949

BIC : CÉPAFRPP382

Relevé d'Identité Bancaire



Cadre réservé au destinataire du relevé

--	--	--	--

Identification du compte pour une utilisation nationale

13825	00200	08014749379	49
c/Etabl.	c/guichet	n/compte	c/rib

Domiciliation

BIC

CAISSE D'EPARGNE RHONE ALPES	CEPAFRPP382
------------------------------	-------------

Identification du compte pour une utilisation internationale (IBAN)

FR76	1382	5002	0008	0147	4937	949
------	------	------	------	------	------	-----

Agence

AGENCE ESS ISERE 2 SAVOIE

ALPES CITY
14 RUE L SESTIER
CS 10324
38026 GRENOBLE
TEL :

Intitulé du compteCAE SYNAPSE
COMPTE ENTREPRENEURS

LES CASCADES 2
85 CHE DU MOULIN
73100 GRESY-SUR-AIX

Nom commercial et dénomination sociale du candidat :

NATURA SCOP

Marque commerciale : MAGMA Paysages / HYDRO'ECO

Adresse de l'établissement :

30, avenue de Zelzate 07 200 AUBENAS

Adresse du siège social : (si différente de l'établissement)

.....
.....
.....

Adresse électronique : contact@synapse-cae.fr

Téléphone : 04 75 37 15 81

Télécopie :

N° SIRET : 507 384 584 00045 APE : 81 30Z

N° de TVA intracommunautaire :

FR82507384584

Accepte de recevoir l'avance :

 Oui Non

Références bancaires :

IBAN : FR76 4255 9100 0008 0021 5857 710

BIC : CCOPFRPPXXX



Relevé d'Identité Bancaire

Ce relevé est destiné à être remis, sur leur demande, à vos créanciers ou débiteurs appelés à faire effectuer des opérations à votre compte (paiement de quittance, etc.). Son utilisation vous garantit le bon enregistrement des opérations en cause et vous évite ainsi les réclamations pour erreurs ou retards d'imputation.

42559	10000	08002168577	10	GRUPE CREDIT COOPERATIF
code étab	code guichet	numéro de compte	clé RIB	dénomination

IBAN

FR76	4255	0100	0008	0021	5857	710
------	------	------	------	------	------	-----

BIC

C	C	O	P	F	R	P	P	X	X	X
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

VALENCE

16 BOULEVARD BANCEL
BP 136
Tél: 04.28.11.00.01

Intitulé du compte

NATURA SCOP
NATURA SCOP
30 AVENUE DE ZELZATE

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Décision 2024-162 : Marché 24005 - Etude opportunité plaine de la COUA - Attribution

Date de transmission de l'acte : 24/07/2024

Date de réception de l'accusé de réception : 24/07/2024

Numéro de l'acte : dec751 ([voir l'acte associé](#))

Identifiant unique de l'acte : 073-200068674-20240715-dec751-CC

Date de décision : 15/07/2024

Acte transmis par : ESTELLE COSTA DE BEAUREGARD ID

Nature de l'acte : Contrats conventions et avenants

Matière de l'acte : 1. Commande Publique
1.1. Marchés publics
1.1.2. Dossier du marché (travaux, fournitures, services)